

LA GUERRE DES CLASSES

LES AMIS DE L'EGALITE
BP 30934 41009 Blois cedex

bulletin n° 14 printemps 2009
www.lesamisdelegalite.org



En fin de compte, et de plus en plus vite, tout le monde s'use. Certains, pour ce qu'ils n'ont pas eu le courage de refuser et de risquer. Et d'autres, pour ce qu'ils ont eu la bassesse d'accepter.

Guy DEBORD

ANTILLES

Les paroles du refrain d'une vieille chanson d'Amérique centrale nous disent : « Je ne suis pas de Guadeloupe, je suis des Antilles ».

Qu'est-il parvenu à nos oreilles en France de ce qui se passait dans cette région du globe ? D'abord un long silence médiatique et politique... Circulez, il n'y a rien à voir, ni à comprendre !

Est-il besoin de rappeler que siègent au parlement des élus UMP et PS (majoritaires) sensés être des élus de ces îles. N'avons-nous pas des îles partout ? l'île de la Cité, l'île St Denis, l'île de France, ...

Dans toutes ces îles règne la loi du profit capitaliste, avec son lot de chômeurs, de précaires, de pauvres et d'exploités. la comparaison s'arrête là ! L'île de France n'est ni la Guadeloupe, ni la Martinique.

Le collectif LKP déclare que 4 semaines de grève générale en France ne sont pas envisageables sans une situation de guerre civile. Cela aurait été le prélude aux têtes coupées sur des piques, les milliardaires en faisaient déjà des cauchemars.

Aux Antilles, comme à la Réunion, en Guyane ou Kanaky, autres colonies de l'État français, existe une double peine : vivre sous un régime capitaliste et être pillé en tant que colonie. C'est la politique coloniale dans toute sa détestable expression : politique, économique, sociale et raciste.

S'il fallait encore des preuves que nous avons bien à faire à des colonies avec citoyens de première deuxième ou troisième zone, il n'y a qu'à se rappeler que ces colonies bénéficient d'un ministère spécifique. La métropole y envoie des fonctionnaires surpayés de 40% tout en béné-

ficiant d'une remise d'impôts de 30%. La situation de monopole d'une petite minorité héritière des anciens esclavagistes règne toujours sous l'œil vigilant de l'Etat sur l'immense majorité de la population autochtone descendante des esclaves. Le fait d'avoir remplacé l'esclavage par le bulletin de vote n'a rien changé à la distribution des richesses.

Une dernière preuve de cette situation coloniale nous est donnée par la négociation sociale du 18 février 2009. Le gouvernement a refusé que la question sociale des Antilles soit traitée avec la question sociale de la métropole, aidé dans ce choix par les syndicats présents qui ont accepté ce fait en ne quittant pas la salle où se déroulait cette mascarade, sur le champ !

Se posent donc les questions de l'autonomie, de l'indépendance organisée ou de la sécession unilatérale. C'est aux populations des Antilles d'en décider.

Nous sommes solidaires de cette lutte contre le colonialisme et nous approuvons la forme unitaire de ce combat. Il est tellement rare de voir des représentants politiques et syndicaux rendre compte de leurs mandats, et ne pas accepter de simples promesses pour argent comptant.

Nous ne pouvons que constater le silence gêné des dirigeants politiques et syndicaux « dits » de gauche en France devant le déroulement de ce combat ; sans surprise, puisqu'ils ont choisi le camp de la bourgeoisie et du capital depuis très longtemps.

Nous n'avons, sur ce conflit, ni leçon à donner, ni leçon à recevoir. Nous sommes solidaires, comme nous le sommes du peuple grec en lutte contre sa bourgeoisie.

Le capital et ses nervis ne comprennent que la violence. La crise mondiale en témoigne tous les jours.

**Nous n'avons pas participé à la vente.
Pourquoi devrions nous être
solidaires de l'après vente ?
Ou, réponse à un ami qui se sent indigné
par les massacres de GAZA...**

Il ne s'agit pas ici de réécrire 100 ans d'histoire, mais d'essayer de répondre à quelques idées que l'on voudrait nous présenter comme « objectives », pleines de bonnes intentions, généreuses et humanistes...

Qui pourrait être contre la paix en Palestine ? Mais quelle paix ? L'existence de deux États séparés sur une même terre, un palestinien et un israélien ? Sur quelle base ? Avec quelles frontières ? Dans l'acceptation du rapport de force actuel, avec la reconnaissance de l'annexion de la terre du peuple palestinien par les colons israéliens ? Pour nous, il n'en est pas question !

Notre ami nous dit : « *Non mais... deux états sur les bases de la guerre de 1967* ». N'est ce pas déjà reconnaître le fait accompli militaire israélien ? Indépendamment du fait qu'il n'explique pas comment pourrait se faire ce retour aux frontières de 1967, avec toutes les annexions coloniales réalisées depuis par Israël, c'est encourager la loi du plus fort et accepter le vol de la terre par une armée, ici et ailleurs.

Notre ami se fâche : « *Israël existe ! C'est un fait accompli et il faut faire avec, il n'y a pas le choix* ». Selon ce principe, il est possible de justifier toutes les occupations coloniales. La France a colonisé l'Algérie, Madagascar, le Sénégal, etc. Il n'y avait pas de raison de ne pas continuer, c'était un fait accompli, incontournable et plus ancien que l'existence d'Israël.

Selon ce principe, les blancs d'Afrique du Sud avaient le pouvoir à vie. Selon ce principe, la traite des noirs et l'esclavage étaient un état de fait qui durait depuis plus de 300 ans lorsqu'il y fut mis un terme.

Alors ? La vente de terres appartenant aux palestiniens par l'état colonial britannique et par leurs alliés locaux en 1948 à des israéliens ne peut justifier la situation actuelle.

« *Oui mais* », répond notre ami : « *Maintenant il existe un État israélien démocratique, c'est un fait, il faut faire avec !* »

Démocratique, avec 50% des ressources économiques consacrées à l'armée d'annexion ? Démocratique, avec la confiscation de l'eau au profit des colons ? Démocratique, avec des colonies de peuplement illégales ?

Démocratique, avec des citoyens de seconde zone et un Mur qui empêche la libre circulation des personnes ?

Qui parle de démocratie quand le vote du peuple palestinien donne une majorité de voix à un parti légitime - le Hamas - et que ses ministres et ses députés sont emprisonnés ? Qui parle de démocratie quand la plupart des dirigeants israéliens ont de graves démêlés avec la justice : Olmert (corruption), Katsav (viol), Omri Sharon (son fils, corruption et fraude) ?

La seule démocratie possible, c'est : un être humain -

une voix, sur un même territoire, un seul État sur le sol de la Palestine, sans mur et sans spoliation de la terre.

« *Mais c'est la mort d'Israël ! C'est la mort du peuple élu de Dieu qui veut vivre sur la terre que Dieu lui a donné !* ».

Dieu ? Connais pas ! La notion de peuple élu est tellement raciste et méprisante pour tous les autres peuples qu'il vaut mieux l'oublier avant qu'il ne soit trop tard. Là s'arrête cette discussion, en espérant que l'Ami en reste un.



**Comme si les palestiniens n'existaient pas !
Comme si la Palestine n'existait pas !
Comme si les palestiniens n'avaient pas tout perdu !**

En décembre et janvier, l'armée de l'Etat d'Israël a commis, selon des soldats de cette même armée, de nombreux assassinats. L'armée sioniste a fait plus de 1500 morts dont la moitié de femmes et d'enfants, des milliers de blessés et de mutilés. Elle a écrasé sous des tonnes de bombes les infrastructures, les maisons, y compris les hôpitaux et les écoles de ce qui reste de Palestine. N'est-ce-pas pourtant le dernier épisode sanglant de l'éviction des palestiniens de leur pays ?

Au nom de l'idéologie sioniste, les organisations politiques et militaires sionistes, de gauche comme de droite, ont conquis la Palestine par la force et la terreur.

Au nom de l'idéologie sioniste, elles ont installé un Etat. Au nom de leur idéologie politique, de Deir Yassin en 1948 jusqu'à aujourd'hui, en passant pas tant d'autres massacres, elles se sont emparées de la Palestine. Elles ont rendu les palestiniens étrangers à leur propre pays. Elles en ont fait d'éternels réfugiés, les condamnant à la proscription, à la dispersion et au terrorisme.

Elles ont aussi construit un tabou. Par une entourloupe sémantique et idéologique, elles assimilent sioniste et juif. Dans une telle construction, plus de place pour le peuple palestinien, ni pour le rappel des crimes sionistes.

Sauf à être soupçonnés d'antisémitisme, nous sommes condamnés à l'occultation collective du sort des palestiniens. On peut toujours s'indigner du fait qu'« Israël Beteinou » (Israël notre maison), parti qualifié d'extrê-

me-droite par la presse occidentale, prône ouvertement l'expulsion des arabes israéliens, la poursuite de la colonisation et qu'il obtient des ministères dans le nouveau gouvernement d'union de tous les sionistes. Pourtant, son dirigeant Avigdor Lieberman n'est rien d'autre que le dernier avatar de la politique des partis sionistes. A l'image du duce du FN, il dit « tout haut » ce qui se passe depuis 60 ans. Il se propose d'achever le rejet des palestiniens à la mer ou au désert.

De notre point de vue, nous assistons, passifs malgré nos manifestations, au crime contre les Palestiniens. Parce que nous combattons le racisme et l'antisémitisme, que nous sommes aux premiers rangs contre les néonazis et leurs comparses négationnistes, que nous n'oublions pas l'abomination de la shoah, nous refusons l'occultation collective.

31 JANVIER à PARIS MANIFESTATION CONTRE LES LOIS 'ANTITERRORISME'



Arrivés tôt, vaguement inquiets d'être si peu, nous sommes quelques uns au métro Luxembourg. Les sourires reviennent quand la place est rapidement investie de plusieurs milliers de personnes autour d'un puissant camion-sono et sous les banderolles, slogans et autres réflexions écrites par chacun.

Après avoir longuement répondu aux questions sur les luttes en cours aux journalistes présents, ceinturé de près par les forces du désordre casquées joliment ficelées comme rôtis à l'étal du boucher, dans leurs beaux atours bleus ou noirs, c'est selon, le cortège s'est ébranlé en direction de la Santé par la rue Saint Jacques. Tout en prenant un malin plaisir à filmer de bout en bout le bal et ses clowns, sans toutefois y participer.

Pour sûr, notre portrait figure maintenant, sous toutes

Depuis 1947, la Palestine ne connaît que la guerre et la paix des cimetières. Les palestiniens sont chassés de chez eux.

Nous ne demandons rien aux Etats d'Europe, d'Amérique du nord, ni aux états arabes, complices et responsables de cette situation.

Pour le présent, nous proposons un boycott actif des produits en provenance d'Israël. Nous proposons de poursuivre le combat politique contre tout antisémitisme et contre toutes les formes de sionisme. Nous proposons d'aider le mouvement « Anarchistes contre le mur » en Israël. Nous sommes pour un seul état où puissent vivre ceux qui l'habitaient en 1948 ; ce n'est pas si vieux que cela !

Même si aucun président n'est venu dire « je suis un palestinien », la liberté ne s'enferme pas derrière des murs. La liberté ne se divise pas.

les coutures, dans on ne sait quel fichier dûment répertorié.

Le comité d'accueil nous bloque sur le Boulevard. Canon à eau et armada de cars grillagés nous attendent, tout juste bons à recevoir le contenu de quelques poubelles, toute chose étant ainsi remise à sa place. Julien Coupat, du fond de sa geole, aura peut être entendu les pétarades. La manif rejoint la place Denfert transformée en souricière. Les camarades s'échappent lentement sans trop d'échauffourées - ce qui n'a pas été le cas au CRA de Vincennes en fin de journée, ou matraque et garde à vue sont allées bon train -

Cette prise de contact entre mouvements épars permet une réflexion commune et un combat de longue haleine, d'ores et déjà engagés ! Pour reconquérir l'espace de démocratie qui nous est volé !



Quelques réflexions sur le contre sommet de l'OTAN à Strasbourg du 1 au 5 avril.

Si les mots ont encore un sens...

Nous ne savons pas sous quel régime politique nous sommes.

Mais il est certain que nous ne sommes plus en démocratie, même bourgeoise, quand il est interdit de circuler librement, interdit de manifester publiquement son désaccord avec le pouvoir arbitraire le plus lâche et que, aux dires du pouvoir politique, 40 000 personnes habitant le centre de Strasbourg sont fichées, voire arrêtées sur "la présomption" que des personnes "pourraient commettre" des actes qui, "s'ils étaient commis" seraient passibles de tomber sous le coup de la loi !

Ce qu'il faut rappeler : le collectif Anti-OTAN regroupait environ 600 organisations qui se sont contentées, dans leur grande majorité, d'un effet d'affichage et n'ont pas mobilisé leurs adhérents, sauf à considérer qu'elles ne représentent pas grand chose.

Plus de la moitié des 30 000 manifestants estimés ne se reconnaissaient pas dans ces organisations.

Ce collectif Anti-OTAN a négocié avec les autorités le trajet de la manifestation, acceptant de défiler dans une zone industrielle déserte, au prétexte qu'en empruntant le Pont de l'Europe (Pont de Kehl), le cortège venu d'Allemagne pourrait rejoindre le gros des manifestants. Il a bien été bloqué par la police, et nous avons manifesté dans des chemins creux et sur des voies ferrées.

Les forces de police n'ont pas respecté le trajet négocié !

Du 1 au 5 avril, la présence d'hélicoptères, de jour comme de nuit, a constitué une violence permanente que confirmaient les hurlements des sirènes des véhicules de police roulant à des vitesses folles. Chaque passant était suspecté de vouloir porter atteinte à l'ordre mondial du Capital. Comme en temps de guerre ! Les médias mentent. Laissons-leur ce privilège. Ils ont constaté, sur le terrain, que les participants n'étaient pas dupes de leurs mensonges.

Ne reproduisons pas les lieux communs véhiculés par les médias aux ordres des marchands de canons. "En marge de la manifestation" est une expression reprise par ces mêmes médias, tant pour parler du mort du G20 de

Londres agressé par la police, que pour parler des incendies et des incidents de Strasbourg.

Rien ne s'est fait "en marge", tout s'est déroulé pendant la manifestation. Les affrontements sur le Pont Vauban se passent au début de la manifestation. La destruction des caméras de surveillance, comme le reste, ne sont que le résultat de la colère légitime face à un pouvoir policier qui cherche l'affrontement.

Comment expliquer alors que 15 000 flics allemands, dont certains patrouillaient dans Strasbourg, 15 000 flics et militaires français, disposant d'une surveillance aérienne, n'ont pu venir à bout "d'une poignée de casseurs" ? C'est parce que cette poignée n'en était pas une.

La tactique de la police n'est pas de notre responsabilité. Nous avons vu que les arrestations des 500 personnes, à une dizaine près, ont eu lieu en dehors de toute manifestation.

La violence était du côté du pouvoir d'Etat. Les grenades à tir tendu et l'usage de flash balls utilisés à bout

portant sur des manifestants pris au piège, ne pouvait que provoquer une résistance en retour.

Solidarité totale avec les inculpés de Strasbourg. Nous sommes solidaires d'Adrien, Benoît et Simon, nos camarades de Tours arrêtés le vendredi à la sortie d'un magasin. Ils ont refusé la comparution immédiate et sont détenus jusqu'au 5 mai, date de leur procès.

Nous n'attendons rien des organisations politiques et syndicales qui ont accepté le cadre de cette manifestation, et qui ont décidé de ne pas mobiliser leurs adhérents contre l'OTAN, bras armé du capital.

Leur comportement sur place a été le reflet de leur lâcheté collective au quotidien. Le 4 avril, elles étaient minoritaires dans la rue et pitoyables dans leur tentative de sauver leur peau au détriment du gros

des manifestants.

Le pouvoir avait aligné près de 15 000 mercenaires. Il n'avait pas besoin du petit millier d'auxiliaires de "gauche" présent sur le terrain.

La lutte continue pour la libération de tous les prisonniers politiques et inculpés qui ont usé de leur droit de manifester.



RNIÈRES INFORMATIONS... DERNIÈRES INFORMATIONS...DER

- Les forces armées du peuple Afghan occupent l'Europe; elles bombardent des objectifs militaires et nous avons à regretter quelques dégâts collatéraux.

- Le peuple Irakien tente de faire régner la démocratie sur le territoire des États Unis d'Amérique dans l'espoir de libérer des millions de gens d'un État qui dispose d'armes de destruction massive et qui soumet son peuple à des lois d'exception.

- Devant le développement dangereux de l'intégrisme chrétien prôné par l'État du Vatican, celui-ci a été inscrit sur la liste des États appelant à la haine raciale.

- Après délibération, Le tribunal international des peuples déclare hors-la-loi humaine les organisations et les États suivants :

1. Organisations responsables de la mort de millions de personnes par la faim et la ruine économique: FMI, OMC, BANQUE MONDIALE, OCDE, ONU, ...

2. Pays disposant d'armes de destruction massive et responsables de millions de morts : USA, FRANCE, ANGLETERRE, ISRAËL, PAKISTAN, RUSSIE, INDE, CHINE, CORÉE DU NORD, ...

**Restez à l'écoute de notre prochain
bulletin d'informations !**

En vérité, il est normal de se poser les questions suivantes : qui agresse qui, qui pille les ressources naturelles, pour le profit de qui ? Qui fabrique les armes utilisées pour tuer les populations civiles ? Qui s'autorise à parler

de démocratie, en refusant les plus élémentaires règles de respect de l'être humain ?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les armées des USA, de l'Europe, d'Israël, de la Russie et de la Chine occupent des territoires étrangers. Et comme toutes les armées d'occupation, elles tuent les civils et les forces internes de résistance.

Aucune paix « durable », « équitable » ne peut être construite tant que règnent ces occupations militaires et coloniales .

L'arbitraire, les lois d'exception, le pillage économique et la dictature du capital nous placent en situation de résistance. Nous agissons dans la légalité des régimes bourgeois tant que ces régimes et leur gouvernement maintiennent un semblant de légalité. Nous n'acceptons ni l'arbitraire, ni les tribunaux d'exception dont se sont dotés les gouvernements de nos pays et nous en tirons toutes les conséquences.

RÉSISTER N'EST PAS UN CRIME ! C'EST UN DEVOIR !

- Eux aujourd'hui, nous demain ! Libération immédiate de tous les prisonniers politiques, quels que soient les faits dont ils sont accusés.

- Dissolution des tribunaux « anti-terroristes ».

- Abrogation des lois et directives « anti-terroristes », nationales et européennes.

- Droit pour chacun de défendre ses idées et de s'associer avec qui il veut, pour combattre la misère.

**OU L'ON FAIT DE LA PUB POUR VANTER NOS AMIS,
VU QUE PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE !**

RÉSISTER N'EST PAS UN CRIME

Ce film, réalisé par Marie-France Collard, Foued Bellali et Jérôme Laffont, est produit par le Comité pour la liberté d'expression et d'association de Belgique.

Avec l'intervention de responsables syndicaux, de la Ligue des Droits de l'Homme, de juristes et de professeurs de l'Université Libre de Bruxelles.

Pour commander le DVD :
<http://www.leclea.be/#Resister>

LE PLAN B

*bimensuel critique des médias
et enquêtes sociales*

Avec tout plein de pépites, LE PLAN B, disponible chez tous les bons marchands de journaux et auprès des Egaux.

Si les marchands ne sont pas bons, aidons-les à s'améliorer en réclamant LE PLAN B, qui doit figurer en bonne place sur tout bon étal.

<http://www.leplanb.org>

STUDIO ZEF À BLOIS

Studio ZEF est la nouvelle radio associative de catégorie A, qui diffuse ses émissions sur 91.10 MHz à Blois et sur le web partout ailleurs.

<http://www.studiozef.tk>

CQFD

Mensuel de critique sociale

Ce qu'il faut dire, détruire, développer !

<http://cequifautdetruiure.org>

Face à un pouvoir toujours plus absurde, nous ne dirons plus rien !

Voilà quatre mois que le feuilleton médiatico-judiciaire intitulé l'"affaire de Tarnac" ne cesse de ne plus vouloir finir. Julien (Coupat) va-t-il sortir à Noël ? Pour le Nouvel An ? Aura-t-il plus de chance ce vendredi 13 ? Non, finalement on le gardera encore un peu en prison, enfermé dans son nouveau rôle de chef d'une cellule invisible. Puisqu'il semble que quelques personnes aient encore intérêt à faire perdurer cette mascarade, même au-delà du grotesque, il va nous falloir endosser, encore une fois, le rôle que l'on nous a taillé ("les 9 de Tarnac"), pour un nécessaire éclaircissement collectif. Alors voilà.

Primo. Pendant que des journalistes fouillaient jusque dans nos poubelles, les flics reluquaient jusqu'à l'intérieur de nos rectums. C'est assez désagréable. Depuis des mois vous ouvrez notre courrier, vous écoutez nos téléphones, vous traquez nos amis, vous filmez nos maisons. Vous jouissez de ces moyens.

Nous, les neuf, nous les subissons, comme tant d'autres. Atomisés par vos procédures, neuf fois un, alors que vous, vous êtes toute une administration, toute une police et toute la logique d'un monde. Au point où nous en sommes, les dés sont un peu pipés, le bûcher déjà dressé. Aussi, qu'on ne nous demande pas d'être beaux joueurs.

Deuzio. Bien sûr vous avez besoin d'"individus", constitués en "cellule", appartenant à une "mouvance" d'une fraction de l'échiquier politique. Vous en avez besoin, car c'est votre seule et dernière prise sur toute une part grandissante du monde, irréductible à la société que vous prétendez défendre. Vous avez raison, il se passe quelque chose en France, mais ce n'est certainement pas la renaissance d'une "ultragauche". Nous ne sommes ici que des figures, qu'une cristallisation somme toute plutôt vulgaire d'un conflit qui traverse notre époque. La pointe médiatico-policière d'un affrontement sans merci que mène un ordre qui s'effondre contre tout ce qui prétend pouvoir lui survivre.

Il va sans dire qu'à la vue de ce qui se passe en Guadeloupe, en Martinique, dans les banlieues et les universités, chez les vigneron, les pêcheurs, les cheminots et les sans-papiers, il vous faudra bientôt plus de juges que de profs pour contenir tout ça. Vous n'y comprenez rien. Et ne comptez pas sur les fins limiers de la DCRI pour vous expliquer.

Tertio. Nous constatons qu'il y a plus de joie dans nos amitiés et nos "associations de malfaiteurs" que dans vos bureaux et vos tribunaux.

Quarto. S'il semble aller de soi pour vous que le sérieux de votre emploi vous amène jusqu'à nous questionner sur nos pensées politiques et sur nos amitiés, nous ne nous sentons pas, quant à nous, le devoir de vous en parler. Aucune vie ne sera jamais absolument transparente aux yeux de l'Etat et de sa justice. Là où vous avez voulu voir plus clair, il semble plutôt que vous ayez propagé l'o-

pacité. Et l'on nous dit que, désormais, pour ne pas subir votre regard, ils sont toujours plus nombreux ceux qui se rendent à des manifestations sans téléphone portable, qui cryptent les textes qu'ils écrivent, qui font d'habiles détours en rentrant chez eux. Comme on dit : c'est ballot !

Quinto. Depuis le début de cette "affaire", vous avez semblé vouloir accorder beaucoup d'importance au témoignage d'un mythomane, aussi appelé "sous X". Vous vous obstinez - c'est courageux - à accorder un peu de foi à ce ramassis de mensonges, et à cette pratique qui a fait l'honneur de la France il y a quelques décennies - la délation. C'en serait presque touchant, si ça ne conditionnait pas l'accusation de chef à l'encontre de Julien, et donc son maintien en détention. Si ce genre de "témoignage" ne justifiait pas des arrestations arbitraires, comme à Villiers-le-Bel après les émeutes. Enfin, étant entendu que la marge de liberté qu'il nous reste est désormais fort réduite, que le seul point à partir duquel nous pouvons nous soustraire à votre emprise réside dans les interrogatoires auxquels vous nous soumettez à intervalles réguliers. Que Julien s'est déjà vu refuser quatre demandes de remise en liberté. Qu'il est notre ami. Qu'il n'est rien de plus que ce que nous sommes. Nous décidons qu'à partir de ce jour, dans l'héroïque tradition d'un Bartleby, "nous préférons ne pas". En gros, nous ne vous dirons plus rien et cela jusqu'à ce que vous le libériez, jusqu'à ce que vous abandonniez la qualification de chef pour lui et de terrorisme pour nous tous. En résumé, jusqu'à ce que vous abandonniez les poursuites.

Pour tous ceux qui, là où ils sont, se battent et ne se résignent pas. Pour tous ceux que le ressentiment n'étouffe pas et qui font de la joie une question d'offensive. Pour nos amis, nos enfants, nos frères et nos soeurs, les comités de soutien. Pas de peur, pas d'apitoiement. Pas de héros, pas de martyrs.

C'est précisément parce que cette affaire n'a jamais été juridique qu'il faut transporter le conflit sur le terrain du politique. Ce que la multiplication des attaques d'un pouvoir toujours plus absurde appelle de notre part, ce n'est rien d'autre que la généralisation de pratiques collectives d'autodéfense partout où cela devient nécessaire.

Il n'y a pas neuf personnes à sauver mais un ordre à faire tomber.

Aria, Benjamin, Bertrand, Elsa, Gabrielle, Manon, Matthieu, Yldune sont, avec Julien Coupat, mis en examen dans l'"affaire de Tarnac".

www.soutien11novembre.org